

Menaces contre le Pr Raoult • Les mystères des masques et des tests fantômes • La faillite de la médecine militaire

P. 2 et 3



Le Canard enchaîné



Journal satirique paraissant le mercredi

103^e ANNÉE - N° 5185 - mercredi 25 mars 2020 - 1,20 €

D.O.M. 1,80 € - Suisse 2,60 FS - Belgique / Luxembourg / Grèce 1,40 € - Espagne / Port. Cont 1,60 € - Italie 1,80 € - Tunisie 3,5 dt - Maroc 15 MAD - Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal 1000 CFA - Autriche, Allemagne 2,60 € - USA 3 \$ - Canada 3,95 Dc - GB 1,50 £

Le pic de l'épidémie approche

A quand l'embellie pulmonaire ?

L'HEURE EST À L'UNION NATIONALE



Le connaravirus infeste le Net

TOUT LE MONDE connaît les « gestes barrière », mot-valise désignant les précautions à respecter pour se préserver du Covid-19. Mais il faudrait ajouter une habitude à prendre, entre le lavage de mains et la distance de sécurité : la chasse aux fausses nouvelles. Et au gros calibre, s'il vous plaît.

Cette fois, tout est parti très vite : le 17 mars, une photo montre deux véhicules militaires transportés par camion dans le nord de la capitale, et les réseaux s'enflamment : « L'armée va encercler Paris ! » Des milliers d'internautes relaient le bobard. Beaucoup affirmant avoir pris eux-mêmes le cliché. C'est bien la preuve ! En fait, il s'agissait de deux blindés du 121^e régiment du train, qui rentraient d'un stage de conduite sur sable avant de rejoindre le Mali.

En ces temps, c'est fou le nombre de gens qui ont un cousin virologue ou un ami « bien placé » dans un ministère. Ils savent, eux ! Pour combattre l'infection ? Mangez de l'ail, sniffez de la coke, croquez du fenouil — « Ma grand-mère a survécu comme ça pendant la grippe espagnole » —, buvez de l'urine de bébé (si, si), mettez une goutte de javel dans votre verre d'eau. Pour ne rien attraper ?

Les crédules répètent, les naïfs colportent. En fait, explique « un spécialiste américain très connu », il suffit de retenir sa respiration chaque matin pendant dix secondes. Souvent ceux-là croient, troublés par l'émotion. Mais il y a les autres, qui prospèrent sur la peur. Les fabricants de fausses nouvelles.

Le 18 mars, le site du RN de Saint-Denis poste une photo où l'on voit des loubards « ne pas respecter le confinement » et semer la zizanie dans un magasin d'Aubervilliers. « Une horde de racailles qui pillent et ne respectent pas la loi », postillonne le message. En fait, deux bandes qui en décousaient en mai 2019. Aucun rapport.

Certains jouent l'usage de faux, comme cette directive fantaisiste de Blanquer, sur papier

EN MÊME TEMPS DE GUERRE

« **N**OUS DEVONS simultanément penser à l'urgence au jour le jour et au futur », répète Macron à l'Elysée. Le théoricien du « en même temps » doit aussi se confronter au passé. L'« union sacrée » ayant, même en temps de crise, une durée de péremption assez courte, ses opposants ne s'abstiennent pas de le lui rappeler.

Tout en répétant que l'heure n'est pas à la polémique, ils lui font, de moins en moins mezza voce, un procès en impréparation. A commencer par celle des masques stockés, déstockés puis dramatiquement manquants. Des masques dont ne peuvent toujours pas disposer en nombre suffisant ni les soignants, ni les policiers, ni les pompiers. Ni les salariés en contact direct avec le public, ni ce public lui-même, auquel il est répété qu'il n'est pas utile d'en porter, alors qu'il entend le contraire dans d'autres contrées.

Ces soupçons d'impéritie sur les masques ne datent pas d'hier. Ils existaient déjà sous d'autres quinquennats. Et les ministres des mandatures concernées s'en défendent tous avec des arguments pour débats de chaîne d'info continue, en attendant peut-être d'avoir, plus tard, à en fournir de plus probants.

A cette pénurie commencée aussi au passé s'ajoute la préoccupation, au présent et pour un futur de plus en plus proche, de l'insuffisance de matériel médical d'assistance respiratoire. Et le nombre très limité des tests de dépistage, dont le manque semble être, pour le moment, la justification première des autorités sanitaires de continuer à marteler que l'usage systématique de ces tests n'est pas nécessaire.

Alors qu'ailleurs, dans plusieurs pays, une utilisation massive paraît indiquer le contraire.

Masques, matériel, test de dépistage et autres conséquences des restrictions budgétaires du système de santé, tout cela fait beaucoup en même temps !

Il faut certes se garder des facilités de juger les choix et les décisions passés à partir de ce qu'on a appris plus tard en répétant qu'« on l'avait bien dit ». D'autant que, à la vitesse où progresse la pandémie, beaucoup de ce qui se dit et semble pertinent à l'instant T peut devenir caduc, aberrant ou déjà daté à l'instant suivant.

C'est le cas avec la chloroquine du professeur Raoult, passée en très peu de temps d'« élucubrations » d'un praticien « original » à la panacée, même s'il reste à en vérifier les effets dans le nombre et dans la durée. Un nouveau comité de chercheurs a été mandaté mardi pour se pencher sur les tests et les traitements. Un comité

pour chaque urgence. C'est le cas aussi avec ceux qui, au début de la pandémie, n'avaient pas de mots assez durs pour dénoncer le système totalitaire chinois face à la maladie et qui réclament aujourd'hui à cor et à cri qu'on l'applique ici.

Les exemples ne manquent pas de ces adaptations « au jour le jour ». Même « Le Canard » n'y échappe pas. La situation le contraint ainsi à réviser plus vite que prévu son discours sur son attachement au papier. Votre journal, faute de pouvoir être dans tous les kiosques et face à la difficulté de servir tous ses abonnés dans les temps, arrive aussi sur le Net. Et ce juste au moment où les mêmes urgences l'obligent à revenir momentanément à la pagination réduite de ses débuts, voilà plus de cent ans. C'est un événement.

Et, en attendant un futur plus riant, c'est aussi, pendant le confinement, le présent et un peu le passé en même temps.

Erik Emptaz



LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ESSENTIELS



A nos lecteurs

MALGRÉ les efforts de nos imprimeurs, de nos routeurs, des facteurs et des marchands de journaux, nombreux sont les lecteurs qui n'ont pu se procurer cet exemplaire du « Canard ». Nous leur présentons nos plus plates excuses. Voilà quelques informations pratiques concernant ce numéro, en espérant que nos lecteurs confinés les feront circuler.

● Nos abonnés qui n'auront pas reçu à temps le Volatile pourront se le procurer gratuitement sur Internet. Il leur suffira de se rendre sur notre site, « www.lecanardenchaîne.fr ».

● Nos lecteurs qui n'auront pas trouvé « Le Canard » chez leur fournisseur habituel pourront lire sur le même site, moyennant 1 euro, les quatre pages de ce numéro. Car il a bien fallu se résoudre à réduire notre pagination, victime du virus.

Dans cette période difficile de confinement, « Le Canard » sait qu'il peut compter sur la fidélité de ses lecteurs, comme ils savent que toute l'équipe de leur hebdomadaire satirique favori se bat pour tenter de les satisfaire. Et de les faire sourire, malgré tout...

Hani ramène sa science

LL'A DIT, Hani. Ce grand savant, qui dirige le Centre islamique de Genève, a parlé du coronavirus et c'est, comme toujours, décisif. Hani Ramadan, qui défend bec et ongles son frère, Tariq, a expliqué (« Le Point », 22/3) : « Les hommes se livrent ouvertement à la turpitude, comme la fornication et l'adultère, ce qui déclenche des maladies et des épidémies nouvelles. »

L'auteur de la tribune « La charia incomprise », publiée en 2002, hélas interdit de territoire français depuis avril 2017, signifie-t-il que Tariq Ramadan, qui a été mis en examen pour quatre viols en France et a avoué de multiples relations hors mariage, serait le fameux patient zéro ?

CONFINÉS DE CANARD

● Les évangélistes s'illustrent tout spécialement. Après son funeste rassemblement de Mulhouse, qui avait contaminé, en février, des dizaines de per-

sonnes venues de la France entière, la Porte ouverte chrétienne a remis le couvert. A plus petite échelle, il est vrai. De 10 à 20 fidèles se sont ainsi réunis, le

22 mars, dans leur temple de Bourtzwiller (un quartier de Mulhouse).

Leur présence a déclenché la colère des riverains, stupéfaits de voir des paroissiens se rassembler tranquillement durant le confinement (« L'Alsace », 23/3). Appelée sur place, la police n'a pourtant rien trouvé à y redire, au motif que « le rassemblement ne dépass[ait] pas les 20 personnes autorisées dans les lieux de culte ». Amen !

● Le Covid-19 a d'autres pénibles conséquences pour la religion. Ainsi, « Les Echos » (19/3) déplorent que « Lourdes [soit] durement frappée par la clôture du sanctuaire ». En effet, Lourdes est la « deuxième ville hôtelière de France, après Paris ». Alors, finis les miracles ?

● Des religieuses de Milan ont décroché le pompon en adaptant

aux événements un cantique rédigé par saint François d'Assise. Ce qui donne : « Loué sois-tu, ô Seigneur, pour Fratello Coronavirus, qui nous a réappris l'humilité, la valeur de la vie et la communion. »

Relayé tout d'abord par des congrégations salésiennes, le message a très rapidement disparu. Si cela pouvait être le cas du Covid-19 !

● Quant au pape, il préconise aux familles de se faire « des câlins ». Tant que ce n'est pas le clergé qui s'en charge...

● En Inde, des fanatiques hindous ont trouvé le remède souverain. Ils se sont rassemblés à New Delhi au cours du dernier week-end pour avaler de grandes lampées d'urine de vache. D'autres vont encore plus loin et vantent les bienfaits de la bouse. Mais la recette pour la cuisiner n'a pas été fournie.

● A l'approche de l'épidémie, les Français et les Japonais se sont rués sur le papier-toilette. Les Californiens, eux, se précipitent sur le cannabis. Les ventes ont explosé de 159 %, le lundi 16 mars, les consommateurs craignant que les magasins ne rouvrent pas le lendemain. Mais, sous la pression de l'opinion, la maire de San Francisco, London Breed, a finalement inscrit les boutiques de cannabis sur la liste des commerces de première nécessité. « Comme les pharmacies, puisque le cannabis a un usage médical ». Un revendeur assure : « Il ne s'agit pas pour eux de planer, juste de se sentir bien » (ABC News, 19/3).

C'est thérapeutique !

● En Afrique, un petit pays résiste encore au coronavirus : le Burundi. Pas la moindre contamination n'y a été recensée, alors que tous les pays alentour sont touchés (Rwanda,

Tanzanie, RDC, Kenya...) ! Le porte-parole de la présidence a expliqué pourquoi à la BBC (21/3) : « Le Burundi est une exception parmi d'autres nations, car c'est un pays qui a donné à Dieu la première place, un Dieu qui le garde et le protège de tout malheur. » Deo gratias !

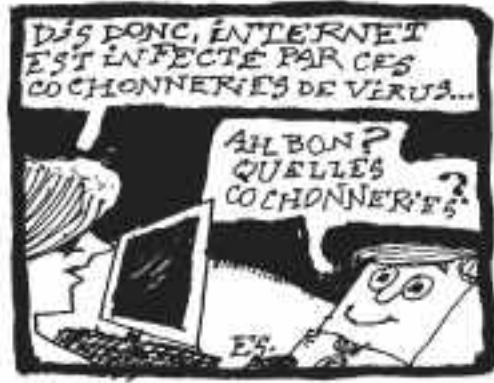
A cet effet, le président Nkurunziza songerait, d'après certains opposants, à invoquer le coronavirus pour reporter de quelques années la présidentielle, prévue en mai... Le diable git dans les détails.

● En Israël, certains juifs ultraorthodoxes refusent de fermer leurs écoles talmudiques, rapporte « Le Monde » (21/3). Avec cet argument imparable : « Sans les enfants qui étudient la Bible, le monde ne survivra pas, et ce danger est plus grand que le coronavirus ». Transmis aux futures victimes israéliennes...



Porno virus

EN CES TEMPS moyennement joyeux, il ne faut pas se priver d'une occasion de sourire.



« Je vous confirme qu'on limitera Netflix, Apple et YouTube, car ils prennent 25 % du réseau, mais en journée et pas le soir », annonce Agnès Pannier-Runacher.

voir Cédric expliquer ça à la télé. Perso, je ne garantis pas de pouvoir tenir les mêmes sans aller au parc et sans regarder Netflix.

Jean-Baptiste Djebbari, le secrétaire d'Etat aux Transports : C'est noté, Agnès, merci pour ce précieux conseil.

Pannier-Runacher : Tu peux toujours compter sur moi.

Cédric O : Djeb, si jamais tu préfères que l'on priorise YouPorn [par rapport à Netflix, n'hésite pas à le dire, et on relatera (...). J'ai prévu d'appeler YouPorn et Pornhub (un autre site porno).

Schiappa : YouPorn, tu peux toujours demander à des gens de t'envoyer des contenus amateurs. Netflix, c'est pour les familles.

Pannier-Runacher : Je trouve que tu t'assagis beaucoup, Marlène.

Schiappa, interloquée : C'est la proposition de trouver des contenus pornos amateurs qui te fait dire ça ?

Cédric O : Cette crise donne quand même l'opportunité de vivre des moments de vie inoubliables.

Ndiaye : Et des dialogues entre ministres qui resteront dans l'histoire de France.

C'est Benjamin Griveaux qui doit regretter d'avoir quitté le gouvernement !

Municipales aux calendes grecques

« Il est peu probable que le second tour des municipales ait lieu le 21 juin, car on ne sera pas encore sortis de ce bordel et de ses conséquences. »

Auquel cas le premier tour serait annulé dans les 4 922 communes qui n'ont pas élu leur



conseil municipal dès le 15 mars. Et les élections seraient reportées à septembre, voire... à mars 2021.

Du coup, les sénatoriales prévues pour septembre 2020 devraient être reportées d'autant...

On comprend donc mal l'acharnement des sénateurs qui insistent pour maintenir les municipales : ils vont peut-être gagner un an de rab !

Un Conseil sanitaire d'Etat

Concernant la date des prochaines municipales, le gouvernement se conforme, en fait, strictement aux avis du Conseil d'Etat.

Ainsi, dans celui du 18 mars, cette noble institution a préconisé que le report du second tour soit « strictement encadré dans le temps » et se tienne « dans un délai de trois mois ».

Autrement dit, certains électeurs qui sont allés voter le 15 mars auront droit à trois tours, les veinards...

Matignon s'agace

Petit déjeuner (en visioconférence) des dirigeants de la majorité, mardi matin.

« Sous le vernis affiché de l'unité nationale, ces annonces sont clairement ressenties comme des menaces - elles en sont, d'ailleurs - et nuisent au bon fonctionnement de l'Etat dans la lutte contre la crise (liée au coronavirus), en mettant une pression supplémentaire sur les mi-

CONFINEMENT

NE CIRCULEZ PAS. Y A RIEN À VOIR !!



Le plan qui a fini en plan

C'EST FOU comme tout était bien prévu pour faire face à une pandémie... Sur le papier, du moins !

Le 20 février 2009, nouvelle version - pondue, cette fois, par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Ainsi, « dès lors que le démarrage d'une pandémie paraît imminent, des mesures drastiques s'imposent pour freiner sa dynamique ou protéger la population, indépendamment de la présence ou non de cas confirmés sur le territoire national ».

Remords à crédits

SONNEZ, trompettes ! Emmanuel Macron a roulé les mécaniques à l'Institut Pasteur, le 19 mars, en annonçant « un effort inédit depuis la période de l'après-guerre » pour la recherche publique.

En France, son dernier projet de réforme, sur la capacité des coronavirus à se reproduire, a essuyé quatre refus, pas moins, de l'Agence nationale de la recherche, de 2016 à 2018.

Après 2022, peut-être... Crise de lucidité

Agnes Buzyn vient donc de retrouver un petit boulot : elle est conseillère. « à titre gracieux », d'Unicancer, un réseau hospitalier.

LE RISQUE DE DÉPRESSION



elle est contrôlée par la majorité. Et son existence rend impossible la création d'une commission d'enquête par l'opposition...

Ainsi, veut croire Ferrand, Damien Abad et ses amis « ne pourront pas faire les mariales ».

Comme si, une fois la crise passée, on n'avait pas le droit de s'amuser un peu...

Feu la réforme des retraites

Le coronavirus aura eu la peau de la réforme des retraites. C'est la conviction des principaux dirigeants de la majorité.

« Si », et rien d'autre. Et de confier :

« C'est pendant la semaine précédant le premier tour que j'ai commencé à penser que celui-ci ne pourrait avoir lieu. Mais, si je l'avais dit en tant que candidate et en troisième position dans les sondages, tout le monde me serait tombé dessus. »

Cron avait seulement parlé d'un report de sa réforme phare, mais, pour la Macronie d'en haut, elle est définitivement enterrée.

Une fois la crise passée, l'exécutif aura en effet d'autres prio-

Voilà qui devrait lui permettre de se refaire une santé, si l'on ose dire, après ses déboires électoraux à Paris et ses déclarations pour le moins maladroites dans « Le Monde » (18/3).

Epuisée physiquement, l'ancienne ministre broie du noir et ne cesse de se demander si « elle ne sera pas morte » avant le second tour des municipales, s'il a lieu dans les six mois. Bigre !

A ses amis, elle affirme également qu'elle a été « piégée » par la presse. Elle prétend avoir dit à Philippe, en janvier, que, si le virus connaissait la même évolution en France que celle qui se profilait en Chine, les municipales seraient compromises.

« Si », et rien d'autre. Et de confier : « C'est pendant la semaine précédant le premier tour que j'ai commencé à penser que celui-ci ne pourrait avoir lieu. Mais, si je l'avais dit en tant que candidate et en troisième position dans les sondages, tout le monde me serait tombé dessus. »

Comme quoi Mme Buzyn a tout de même un peu de sens politique...

Cassiopée : nouveau ratage à la Justice

Mille braves à Véronique Malbec, la secrétaire générale du ministère de la Justice, qui vient de découvrir que le système informatique de la Placé Vendôme est, une fois de plus, à la ramasse : il se révèle incapable de s'adapter à la réforme des peines qui devait entrer en vigueur le 24 mars.

Du coup, Malbec prévient qu'il faudra faire sans cet outil. Devinez pourquoi ! A cause du virus, bien sûr ! Hélas, Cassiopée (son doux nom) est l'objet de lazzi depuis des années, oscillant sans cesse entre pannes et dysfonctionnements.

Le Covid-19 a bon dos !

L'astuce de Bachelot

Roselyne Bachelot a multiplié, dans les médias, les interventions pour saluer la gestion de la crise par le gouvernement et dénoncer le mauvais procès qui lui avait été fait en 2010.

Après avoir regretté que le stock de masques ait fondu comme neige au soleil, l'ancienne ministre a livré au « Canard » la recette qui aurait dû être appliquée. « Dans les soirées, a-t-elle expliqué, la première chose qui craque, c'est l'élastique. Pour les masques, c'est pareil. Les masques périmés ou usagés, il ne fallait pas les détruire mais les prolonger. On aurait pu bricoler ou refaire une attache. »

De quoi ne pas avoir le moral... dans les chaussettes.

minimares

Emmanuel Macron s'exprime au sujet du coronavirus (BFMTV, 20/3) : ce n'est que le début de la crise », mais « l'Etat tient ». Et les soignants ?

Analyse du chef de l'Etat (le « JDD », 22/3) : « La peur s'installe. On dit : "Regardez, les régimes autoritaires se débrouillent mieux..." »

Coup de griffe du même Macron (BFMTV, 20/3) : « Je félicite toutes celles et ceux qui avaient prévu tous les éléments de la crise une fois qu'elle a eu lieu. »

D'Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Ellysée (le « JDD », 22/3) : « Dans cette maison, le virus est un sujet de préoccupation majeure depuis la fin janvier, bien avant qu'il n'ait été à la une des journaux. Et, depuis quinze jours, c'est l'essentiel de notre activité. »

Analyse de Brice Teinturier, le directeur général délégué d'Ipso (« Le Monde », 20/3) : « Une telle crise resserre les Français autour de l'exécutif, redonne de la valeur et de l'efficacité à la fonction présidentielle (...). »

Edouard Philippe se défend sur France 2 (17/3) : « Il y a quelques mois, il y a des gens qui disaient : "Vous en faites trop" ou "Vous n'en faites pas assez". Dans quelques mois, certains diront : "Il aurait fallu faire autrement". »

Le Premier ministre, encore, se lamente (AFP, 21/3) : « Au moment même où la confiance revenait, où l'emploi, l'investissement, les créations d'entreprises revenaient, nous subissons un véritable tsunami. »

Un responsable du ministère de la Santé explique la pénurie de masques (le « JDD », 22/3) : « C'était une décision logistique. Le pays entier a renoncé à en produire, on s'est appuyé sur la capacité de production chinoise. »

Un responsable du ministère de la Santé explique la pénurie de masques (le « JDD », 22/3) : « C'était une décision logistique. Le pays entier a renoncé à en produire, on s'est appuyé sur la capacité de production chinoise. »

Déclaration de la ministre des Transports, Elisabeth Borne (« Le Parisien », 20/3) : « Nous sommes entrés en économie de guerre. »

Regret du porte-parole du PS, Pierre Jovet (AFP, 20/3) : « Jusqu'à la semaine dernière, le gouvernement a relativisé la menace. »

Constat du « JDD » (22/3) : « Marine Le Pen surfe sur le coronavirus. »

Lu sur le site de Figaro (20/3) : « La Nasa suspend ses projets lunaires. »



Un confinement allégé pour les banlieues

LE COVID-19 fait moins peur dans les cités. Le 22 mars en fin de journée, la cellule interministérielle de crise a averti l'Ellysée : « On a un problème en banlieue. »

Un exode viral un peu téléphoné

SOUSRIEZ, vous êtes exilés... et pistés ! A peine Macron a-t-il annoncé à la télé que la France allait être confinée que 17 % des Parisiens ont filé fissa se mettre au vert dans leur maison de famille ou leur résidence secondaire.

Le 18 mars, au cours d'une visioconférence avec les préfets de zone et les directeurs de l'administration centrale, le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur a rendu

« Dans certains quartiers, les flux sur le ouvert est de confortement... »

Le 18 mars, au cours d'une visioconférence avec les préfets de zone et les directeurs de l'administration centrale, le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur a rendu



Covid : masquarade et prise de tests

Le manque de masques, de tests et de tenues était annoncé depuis des années...

Des dépisteurs très dépités

A PRÈS la pénurie de masques, celle des écouvillons ! Cette sorte de Coton-Tige se révèle indispensable pour effectuer des prélèvements nasaux et, donc, des tests de dépistage. Or, dans le Grand-Est, le CHU de Strasbourg commence à en manquer, et l'italien Copan, leader du secteur, est débordé de commandes. Pour tout arranger, les tubes spéciaux destinés à recueillir les prélèvements semblent également se raréfier. En revanche, pas trop d'inquiétude sur la quantité de machines disponibles pour les analyses.

Elevage en bactéries

A Strasbourg, les personnels soignants présentant des symptômes ont pu se faire tester dans des labos privés. Bilan : de 40 à 45 % de cas positifs...

Autre gros souci : les réactifs. Pour réaliser un test, des enzymes spécifiques sont nécessaires, qui permettent d'amplifier la réaction. Comme l'a reconnu le directeur général de la Santé, tout provient de Chine ou des USA, qui contingentent leurs livraisons.

« Ces enzymes, explique le Pr Patrick Berche, de l'Académie de médecine, sont produites à partir de bactéries qui poussent à haute température

(80-90 °C), et c'est long ! » Bio-Mérieux s'est lancé dans l'avenue, et les premières livraisons sont attendues très vite.

Scanners de la guerre

Autre « gisement de tests » : les 1 200 scanners de France. Chacun d'eux peut effectuer plusieurs dizaines d'examen par jour. Soit une capacité théorique de dizaines de milliers de tests par jour (il y a d'autres urgences à assurer). Aujourd'hui, une bonne partie de ce parc reste sous-utilisée.

Pour la sortie de confinement, l'espoir repose désormais sur la mise au point de tests permettant de détecter les anticorps, et donc la population déjà guérie, qui est, en principe, immunisée et non contagieuse. Les personnes concernées pourraient ainsi reprendre leurs activités normales, sans crainte pour leur santé ou celle des autres.

L'élaboration de ces tests mettant en évidence les anticorps produits par l'organisme pour se défendre risque pourtant de demander du temps. « Une fois qu'ils seront au point, espère le Pr Berche, leur fabrication devrait être assez simple, car elle repose principalement sur la culture de virus inactifs. » Vivement que ça pousse !

Hervé Liffra



Un rapport de 2019 réclamait 1 milliard de masques

C'EST UN RAPPORT qui n'a guère ému les autorités sanitaires. Novembre 2016 : le stock de Tamiflu constitué durant la grippe H1N1 atteignant sa date de péremption, la Direction générale de la santé (DGS) demande à Santé publique France « un avis relatif à la stratégie d'utilisation des antiviraux pour faire face à une pandémie ». L'infectiologue Jean-Paul Stahl, qui, à l'époque, présidait le groupe d'experts planchant sur la question, explique au « Canard » : « On a décidé d'élargir le sujet à la question des masques. »

De réunions en commissions, nos savants ne rendent leur copie qu'en mai 2019 (1). Et concluent que, « en cas de pandémie, le besoin en masques est d'une boîte de 50 masques par foyer ». Mieux : « en cas d'atteinte de 30 %

de la population », il faudrait « 20 millions de boîtes ». Soit 1 milliard de masques !

Nos experts ne réclamaient toutefois pas une réserve équivalente : « L'importance du stock est à considérer en fonction des capacités d'approvisionnement garanties par les fabricants. » Des capacités qui, on l'a vu, ont été finement appréciées par les autorités sanitaires... Quelle suite a été donnée à ce rapport ? « On l'a rendu à Santé publique France, qui l'a remis à la DGS, répond Jean-Paul Stahl. Après, je ne sais pas si ça a servi à caler une table au ministère... » Ou le bureau d'Agnès Buzyn ?

(1) « Avis d'experts relatif à la stratégie de constitution d'un stock de contre-mesures médicales face à une pandémie grippale ».

Le professeur Raoult menacé par un vengeur masqué

QUI EN VEUT au professeur Raoult ? Le 1^{er} mars à 22 h 30, le patron, à Marseille, du plus grand centre de recherche français sur les maladies infectieuses reçoit sur son portable cet appel anonyme : « Raoult, tu vas arrêter de dire des conneries d'ici demain 14 heures, sinon tu verras. » Rebelote le lendemain à 8 h 22, cette fois par SMS : « Moins de quatre heures pour te rétracter sur la chloroquine. »

Mail infect

Cinq jours plus tôt, commentant une étude scientifique chinoise sur l'efficacité de cet antipaludéen contre le Covid-19, cet infectiologue de renommée mondiale avait publiquement vanté les mérites thérapeutiques de la chloroquine dans le traitement du coronavirus. Saisi par le professeur d'une plainte contre X pour « menaces de mort » (sic) et « acte d'intimidation envers un chargé de mission de service public », le parquet de Marseille a ouvert une enquête.

Selon les infos du « Canard », le portable à l'origine des appels malveillants a été identifié : il

fait partie de ceux mis à la disposition des médecins du CHU de Nantes. Le parquet nantais, qui a récupéré l'affaire, cherche désormais à déterminer à quel toubib il était attribué. Parmi leurs sujets d'intérêt, un infectiologue de l'hôpital qui, le 1^{er} mars au soir, avait adressé un e-mail d'insultes à Didier Raoult, l'attaquant pour ses déclarations sur la chloroquine.



Ce praticien est aussi l'auteur (ou le coauteur) de multiples études financées par des laboratoires.

Contacté par « Le Canard », l'intéressé s'est confiné dans le silence.

D. H. et C. L.

Le CAC 40 testé positif aux dividendes

LA CRISE CORONA-boursière ne ruine pas tout le monde. En tout cas, pas les malins qui achètent des actions à tour de bras pour encaisser un pactole très rapidement. Explication : si les cours se sont effondrés, les dividendes, fixés avant la débâcle, sont restés inchangés. Très élevés, donc, l'année 2019 ayant été faste pour le CAC...

Conséquence : à leur prix actuel, les actions offrent des rendements de rêve. Qui a acheté, le 23 mars, une action PSA à 10,77 euros empochera, après la tenue de l'assemblée générale du 14 mai, un dividende de 1,23 euro – soit un profit de 11,5 % pour un placement de moins de deux mois. C'est encore plus la fête à la Société générale ou à la BNP, où le rendement avoisine les 12 %. Et chez Lagardère : 14,5 % ! Soit, en deux mois, 29 fois le rapport du Livret A sur un an. Tous les grands groupes du CAC 40 s'apprêtent ainsi à verser des dividendes plantureux, et, avec un modeste 9,75 %, Total ferait presque pitié.

Méfiance, tout de même : cette générosité pourrait, sait-on jamais, donner une image de profiteuse de crise. Airbus a donc annoncé, le 23 mars, qu'il annulerait cette année tout versement de

dividende. Selon un porte-parole de Bercy, Bruno Le Maire a poussé la direction de la boîte (dont l'Etat détient encore 11 %) à la « modération ».

« Ce sera notre position dans toutes les entreprises où l'Etat a des participations », précise ce porte-parole. Même chez CNP Assurances – dont La Poste détient 62 % – et qui promet un dividende à... 14 % ?

Prime virale

Pas sûr non plus que les actionnaires – qui fixent, en assemblée générale, le montant du dividende – goûtent ces conseils de frugalité. Et notamment pas les fonds de pension (plus d'un tiers des actionnaires du CAC 40), qui voient dans un gros dividende une compensation partielle de la chute du prix des actions qu'ils détiennent. Sans parler des groupes qui s'estiment quittes avec la solidarité. Ceux de la grande distribution, notamment, qui vont verser au personnel une « prime d'épidémie » de 1 000 euros. Ou PSA, qui a annoncé une prime de bons résultats d'au moins 4 100 euros par salarié.

Et on voudrait que les actionnaires soient mis à la diète pendant que les salariés se gobergent ?

Hervé Martin

Ebola, le coup de semonce qui a tonné dans le vide

POURQUOI la France, qui, en 2011, avait 1 milliard de masques chirurgicaux en stock, n'en possédait plus que 140 millions – dont zéro masque FFP2 – en 2019 ? Vendredi 20 mars, sur BFMTV, Sibeth Ndiaye a décrypté une stratégie de génie : « A partir de 2011, après la grippe H1N1, il a été décidé que nous n'avions plus besoin de stock de cette nature, car les productions mondiales étaient suffisantes (...) en cas de pandémie. »

Comme si les usines, en Chine et ailleurs, n'allaient pas se trouver en surchauffe à la moindre épidémie ! Preuve avait pourtant déjà été faite, en 2015, avec le terrifiant virus Ebola, que s'en remettre à cette doctrine était légèrement audacieux...

En septembre 2015, lors d'un colloque de la Réserve sanitaire, Laurent Théveniaud, l'un des responsables de

l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus), chargé alors de gérer les stocks d'Etat, narrait par le menu la « bataille mondiale des tenues de protection » qui venait de se jouer. Dans une vidéo toujours en ligne, il maniait l'humour du bienheureux réchappé de la catastrophe.

Armure en papier

En plein mois d'août, l'administration « lui avait demandé de trouver « sans délai » 20 000 combinaisons (avec masques respiratoires – celles dont disposent les soignants chinois face au coronavirus...), plus des gants, des lunettes de protection et des surbottes, pour des réservistes sanitaires partant en Afrique. Objectif : endiguer ce virus hautement mortel et éviter qu'il franchisse les frontières. Seule-

ment voilà, au même moment, le monde entier, affolé, avait besoin de tenues similaires. Tiens, tiens, cela rappelle quelque chose...

« Les réservistes allaient partir, des hospitaliers s'affolaient (...), racontait ce pharmacien, et rien : le marché était totalement saturé. Un jour, un fournisseur avait découvert un stock exceptionnel en Pologne, au Portugal, en Angleterre. Très vite, on se rendait compte (...) que ce stock n'avait jamais existé ou qu'il avait été capté par quelqu'un de plus rapide. » Un autre jour, « on m'a appelé en me disant qu'une usine en Chine pouvait fabriquer 3 000 surbottes par semaine (...), la matière première était manquante, les machines en cours de développement, le personnel pas encore formé, à part ça tout allait bien. Je recevais des échantillons, des prototypes en papier

ou (...) collés avec de la simple colle. Quand on les enfilaient, la boîte se déchirait (...). On me proposait des guêtres, des combinaisons de pêcheur (sic). Avec tuba ? Heureusement, « petit à petit, on a obtenu nos combinaisons ».

Ebola est resté en Afrique (plus de 10 000 morts)... mais cet épisode éblouissant n'a rien changé – ni sous Hollande ni sous Macron. La « doctrine » arrêtée le 16 mai 2013 par le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale a perduré : charge aux « employeurs » (collectivités locales, institutions diverses, entreprises privées) de « déterminer l'opportunité de constituer des stocks de masques pour protéger [leur] personnel ». Tandis que les stocks d'Etat, eux, fondaient comme neige au soleil...

Isabelle Barré

A la prison de la Santé, on n'en prend pas soin...

ENTASSÉS dans la box : quatre prévenus et quatre flics, à 10 centimètres les uns des autres ! Et toute la « fournée » du jour a postillonné dans le même micro, posé les mains sur la même barre. C'était ça, le confinement au tribunal de Paris, le 18 mars ! Dans les geôles : ni gel ni masque pour personne...

« C'est un scandale sanitaire, une honte pour nos clients et pour les escortes ! » s'époumone un avocat. Un autre, exaspéré, a précisé sur son attestation de déplacement : « Je suis là à cause du gros con de proc qui déferle pour 450 grammes de shit. » Les juges ont libéré tout le monde ou presque, en dépit des réquisitions du parquet : prison, prison, prison...

Ailleurs, et alors que les tribunaux tournent au ralenti, des magistrats – confinés, pour leur part – exigent des avocats qu'ils se déplacent au tribunal afin de signer les demandes de mise en liberté de leurs clients. Malin, non ?

Ni gel ni shit...

En tout cas, après avoir fait le tour des box, geôles et cellules pour constater que « les barrières sanitaires (n'étaient) pas respectées », les bâtonniers (chefs des avocats) refusent désormais, partout en France, de commettre d'office des défenseurs en garde à vue, aux audiences et en prison – tant pour leur santé que pour celle des détenus, des policiers et des surveillants. Léger espoir : les comparutions diminuent un peu partout...

Mais les prisonniers se rebellent un peu partout, comme à Uzès, le 23 mars, où les détenus, privés d'activités, de masques et de gel, ont cassé tout ce qu'ils pouvaient. L'angoisse du virus est bien là... et le « manque » aussi. De très nombreux taulards, en effet, tiennent grâce au shit. « C'est ce qui calme la détention ! » explique un surveillant. Problème : les palloirs sont maintenant supprimés, et, si l'on excepte de rares « livraisons » par-dessus les murs, plus rien n'entre. « Un très gros problème... » confirme la Chancellerie. Elle est donc au courant ?

Sur les réseaux sociaux circulent « des appels à la haine contre le personnel. On est hypertendus », renchérit un surveillant. A tel point que les appels à vider les prisons se succèdent. Pour le moment, les en-

trées en prison sont passées de 200 à 30 par jour. « Ça ne suffira pas ! » prédit un directeur.

Dominique Simonnot

PROBLÈME DE MATHS POUR ÉLÈVE CONFINÉ



Les assurances-voyage promettent leurs clients

BRUNO LE MAIRE s'est « félicité », le 23 mars, des engagements qu'avait pris la Fédération française de l'assurance pour « soutenir les assurés affectés par la crise du coronavirus ». Pas du luxe, à voir, notamment, comment fonctionnent les assurances pour annulation de voyage, si sollicitées en ces temps de déplacements interdits.

Un exemple ? L'aventure arrivée à ces quatre amis qui avaient pris un Pack Tribu (billet collectif à prix réduit) de Paris à Marseille et retour. Grâce à une assurance annulation (29 euros par tête de pipe, tout de même), ces 512 euros étaient remboursables. Quand est tombée l'interdiction de se déplacer, le quatuor s'est donc tourné vers l'assureur, Allianz Travel. Niet, leur a dit ce dernier le 20 mars, car « les situations à risques infectieux en contexte épidémique font l'objet d'une exclusion dans [ses] conditions générales ». Ah bon ? Le cas ne figurait pourtant pas dans la demi-page listant

les « principales exclusions à la couverture » (une vingtaine). En revanche, il était planqué, en petits caractères, dans la liste exhaustive, à la page 23 du contrat...

Tout est prévu !

Chez Europ Assistance et chez Axa, c'est encore plus beau. Les assurés, naguère protégés contre une annulation due, entre autres, au coronavirus, ne le sont désormais plus. Explication philosophique d'Axa : « Nos polices d'assurance sont faites pour protéger contre l'inattendu, or l'OMS a déclaré (le 11 mars) que le coronavirus avait atteint le stade de la pandémie. » Des lors, pas question de « fournir une couverture annulation pour des événements qui pourraient être raisonnablement prévisibles ». Conclusion ? Il serait « raisonnable » de supprimer fissa l'assurance-maladie, chacun pouvant « raisonnablement » prévoir que sa santé se dégradera un jour ou l'autre...

H. M.

Le service de santé militaire très gravement malade

PENDANT plusieurs jours, les médias et Florence Parly, la ministre des Armées, en ont fait des tonnes sur l'hôpital de campagne que des militaires installent sur un parking de Mulhouse, à proximité du centre hospitalier universitaire de cette ville, où l'on dénombre bien trop de morts. Excellente idée que cette soudaine intervention des médecins de l'armée, mais pourquoi cette communication rabâchée jusqu'à plus soif, pour seulement « 30 lits de réanimation disponibles » et plus d'une semaine de préparatifs ? C'est le 16 mars, en effet, que Macron avait annoncé, avec un retard inadmissible, qu'il allait répondre aux appels au secours de l'hôpital de Mulhouse.

En réalité, le Service de santé des armées, à l'instar du système hospitalier français, est gravement malade, alors qu'il était jadis internationalement réputé pour ses compétences.

Trois rapports au contenu très alarmiste en avaient établi le constat, mais les ministres de tutelle et deux présidents les ont superbement ignorés.

Priorité aux commandes de grenades

Le premier de ces documents, celui de la Cour des comptes (février 2013), comportait 130 pages, et les deux autres avaient pour auteur le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire – 190 pages en novembre 2018, uniquement consacrées au Service de santé, et 180 pages en juillet 2019, dont quatre concernaient la triste situation des médecins militaires.

Mais pourquoi tenir compte de ces avis autorisés ? Le Service de santé, 14 500 hommes et femmes aujourd'hui (de toutes disciplines et qualifications), en comptait 16 000 en 2010. Ironie de l'histoire – ou aberration ? –, c'est grâce

au début de l'intervention militaire de la France au Sahel, en 2013, que l'hémorragie a été stoppée.

Extraits du rapport du Haut Comité : « L'engagement du Service de santé des armées en opérations extérieures et les limites que le service rencontre en termes de ressources humaines l'ont conduit à diminuer son soutien à des activités en métropole (...). Dans les déserts médicaux, le Service ne peut pallier le déficit en cabinets médicaux », et, à plus forte raison, les déficiences de nos hôpitaux publics.

Suivait cette remarque prémonitrice, avec deux ans d'avance : « Le Service de santé des armées ne serait pas en mesure de faire face, avec ses moyens actuels, à un événement s'accompagnant de pertes massives et d'un grand nombre de blessés. » En somme, ce rapport annonçait que, en cas d'attentat terroriste important, voire

d'épidémie, il ne faudrait pas trop en demander à une médecine militaire très affaiblie. D'où cette conclusion, qui n'a convaincu aucun destinataire de ce document : « La sauvegarde des capacités du Service de santé et même leur renforcement sont une nécessité. » Quant aux médecins militaires, ils font remarquer que le montant de leur solde est deux fois moins élevé que les salaires au sein de l'hôpital public, et sans comparaison aucune avec ce que gagnent leurs collègues du privé.

Mais que chacun se rassure : l'Etat et ses actuels propriétaires (ils se conduisent comme tels) ont toujours eu le souci de leur tranquillité personnelle et de leur survie politique. A preuve, leurs commandes de grenades et de lanceurs de balles de défense (LBD) n'ont jamais cessé. Ce qui n'était pas le cas des commandes de masques ou de tests...

Claude Angeli

QUIDAM ATTEINT PAR LE VIRUS DU CONFINEMENT





Le Canard enchaîné



Directeur : Nicolas BRIMO.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteurs en chef : Erik EMPTAZ, Jean-François JULLIARD.



La Boîte aux Images

La télé travaille

SOYONS HONNÊTES, nous l'avions délaissé. Entre téléphone, tablette et ordinateur, le poste de télévision sommeillait contre le mur. Il agonisait dans un coin. Pire, il s'était éteint doucement. Et, soudain, le jeudi 12 mars à 20 heures, 35,3 millions de Français ont allumé leur téléviseur pour écouter le président de la République. En quelques instants, nous sommes retournés dans le passé. A l'heure du jité familial et au temps des grandes pandémies. Alors, maintenant que chacun a bifé sur son agenda les rendez-vous pour les semaines à venir, il est temps de remettre des piles dans la télécommande.

Les déprogrammations imprévisibles étant cependant courantes en ces temps de virus, nous avons décidé de ne pas mettre tous nos œufs – de femelle colvert – dans le même panier. Et d'ouvrir plus largement la boîte aux images...

- **LUNDI, C'EST GRANDE MUSIQUE** de nuit. Le Trio Zadig, jeune formation élégante – piano, violoncelle, violon –, présente Rachmaninov (« Trio élégiaque n° 1 en sol mineur »), Beethoven (« Trio n° 5 opus 70 n° 1 en ré majeur », ou « Trio des esprits »), Schoenberg (« La Nuit transfigurée ») à ceux qui n'auraient jamais croisé leur chemin. Un concert à la télé ? C'est le moment. D'autant qu'il est filmé à la manière d'une nocturne inspirée. On y croise des cimetières déserts, des travailleurs de nuit, d'inquiétants regards d'animaux. Ces frissons d'enfance que l'aube apaise...
- **MARDI, C'EST FOLIE**, avec Rodrigo Duterte, le président des Philippines. Si « Le Canard » marque ce tyran à la culotte depuis son élection en juin 2016, il a rarement été donné de voir sa « politique antidrogue » à l'œuvre. James Jones et Olivier Sarbil nous entraînent dans un bidonville de Manille, dans une prison bondée, aux côtés des flics tueurs au masque à tête de mort. C'est terrifiant, réellement. Duterte avait pourtant prévenu ses électeurs : « L'Allemagne a eu Hitler, et les Philippines m'auront, moi. » Sorj Chalandon
- « Betty Boop For Ever », le 27/3 à 22 h 20 sur Arte.
- « Nocturna », à 1 h 10 dans la nuit du 30 au 31/3 sur France 2.
- « Philippines, sur ordre du Président », le 31/3 à 23 h 35 sur Arte.

Le Cinéma

Un festival de films

VOUS BRÛLIEZ de voir le « Pinocchio » nouveau, avec Roberto Benigni, attendu le 18 mars ? La Cinémathèque de Milan, pourtant plongée au cœur de l'épidémie, vous offre sur son site le tout premier et très étonnant « Pinocchio », tourné en 1911, avec le comique français Ferdinand Guillaume, alias Polidor, précurseur de Charlot et mascotte de Fellini ! Ainsi que 500 autres films, muets en majorité, dont « L'Etoile de mer » (1928), tiré par Man Ray d'un poème de Robert Desnos... Pour occuper ses longues heures de confinement, les mastodontes payants tels Netflix, Amazon ou Orange, ne sont pas les seuls à carburer aux nouveautés. Ainsi, Madelen, la nouvelle plateforme de l'INA, vous offre trois mois d'abonnement pour voir ou revoir des films de Bresson, Resnais ou Godard, entre 13 000 autres références. Tandis que l'énorme plateforme américaine gratuite « archive.org » met en ligne pas moins de 6 500 films du répertoire, de Chaplin à Eisenstein, et de Hitchcock à Franju. Le site « openculture.com » recense, quant à lui, près de 1 200 films en libre accès, des classiques de Fritz Lang et de Luis Buñuel à de rares courts-métrages de David Lynch ou d'Agnès Varda. Même offre pléthorique sur le site « classic-freemovies.com »... Au rayon des curiosités, « bynwr.com », le site du cinéaste esthète danois Nicolas

Winding Refn, offre des copies restaurées de séries B introuvables. Tandis que « 3 Scène », luxueux espace vidéo du site de l'Opéra de Paris, présente un bouquet de courts-métrages audacieux sur l'opéra tournés par des cinéastes reconnus et même des écrivains, tel Jonathan Littell.

De quoi s'aventurer, masqué ou non, hors des sentiers battus des films attendus !

David Fontaine

À travers la Presse déchainée

- Bas les casques !**
Sur « rmc.fr » (18/3) : « Lundi, les contrôles de police étaient dans la majorité pédagogique, même si certains promeneurs ont été verbalisés. » Et verbalisés par une police à tout casser !
- Elevons le débat**
Dans « Le Progrès » (15/3) : « Plusieurs dizaines de personnes attendent les résultats à l'extérieur du bureau de vote. Les candidats, les ascenseurs (...) ont été admis. » Les assesseurs étaient au septième ciel !
- Bétonnant !**
Dans « Le Courrier de l'Ouest » (3/3) : « La procureure a demandé 2 ans de prison avec sursis et l'annulation du permis de construire. »

Prises de Bec

Conseil scientifique

Règlements de pontes

Les onze membres du conseil derrière lequel s'abrite le gouvernement dans la crise sanitaire ne sont pas immunisés contre les critiques de leurs confrères.

ILS ONT L'AIR SYMPAS, pas guidés pour deux sous, regardant bien l'objectif, ce 12 mars, à l'Élysée. Ils ont bien compris leur mission : transparence, sourire, pas d'arrogance, les gens ne supportent plus les experts, vous êtes des sachants modestes en phase avec la société, OK ?

Ils sont onze officiellement, mais seulement dix sur la photo. Critiqué depuis l'annonce de sa création, le 11 mars, le « Conseil scientifique », qui oriente le gouvernement et lui sert surtout de parapluie dans sa gestion de crise, n'est pas franchement à la fête.

L'un de ses membres, le bouillant Didier Raoult, à peine nommé, a pris ses distances, reprochant à l'institution une culture excessive du consensus – « Jean-François Delfraissy, son président, se retrouve là car il est gentil et bien élevé », a-t-il expliqué.

Par ailleurs, l'un de ses membres les plus éminents, Yazdan Yazdanpanah, chef de service à l'hôpital Bichat, dont les compétences sont pourtant reconnues par tous, est attaqué pour avoir fortement minimisé les risques d'épidémie, fin janvier.

Désormais, c'est la composition même du Conseil qui fait l'objet de vives critiques de la part de pointures du milieu. « La qualité individuelle de ses membres n'est nullement en cause », lance un éminent spécialiste en pneumologie. Et le même d'ajouter : « Daniel Benamouzig, sociologue, est expert en politiques de



santé, en sociologie économique et en gouvernance, et, au lieu de nommer un spécialiste des pandémies, on a Laëtitia Atlani-Duault, anthropologue, qui a travaillé sur l'impact social des crises humanitaires et sanitaires et leur gouvernance, ainsi que sur celles découlant de violences organisées, y compris sexuelles. Simon Cauchemez, excellent spécialiste de la modélisation mathématique des maladies infectieuses, a travaillé sur la rage, la malaria, la dengue et la fièvre jaune.

Tous ces gens, brillants dans leur domaine, ne sont pas indispensables, alors qu'il manque dans ce Conseil un urgentiste, un pneumologue, puisque ce virus s'attaque aux poumons avant tout, et un radiologue, puisqu'on sait très bien que le scanner thoracique permet, encore mieux qu'un test, de diagnostiquer la présence de ce virus. »

Conseil d'amis

D'autres dénoncent la trop grande importance accordée aux spécialistes formés dans le combat contre le VIH, l'hépatite C et Ebola. « Jean-François Delfraissy, le président du Conseil, a nommé des gens qu'il connaissait. Comme lui, ils ont bien bossé sur ces sujets, et ont fait partie du programme REACTing, lancé par Manuel Valls en 2014, mais qui pensent tous de la même façon. Ce ne sont pas du tout des guignols, juste des gens qui ne sont pas au bon endroit. Bosser sur le VIH, un tueur qui prend son temps, cela n'a rien à voir avec le fait de devoir affronter une arrivée massive de malades qui nécessitent avant tout un scanner et une ventilation artificielle ! » tacle l'un d'eux.

Et un pont de l'AP-HP d'enfoncer le clou : « Macron dit que c'est la guerre, mais il a nommé le général Gamelin, très bien sur le papier mais inadapté au terrain. »

Encore un Conseil d'amis ?

Anne-Sophie Mercier



À lire ou à relire

Version Robinson

Journal de l'Année de la peste par Daniel Defoe

LES RUES de Londres sont désertes. Les rares passants marchent au milieu de la grande rue. Tous les spectacles, tables de jeu, salons publics de danse et de musique sont fermés. Les Londoniens les plus riches, « surtout dans la noblesse et dans la grande bourgeoisie des quartiers de l'ouest, partent en foule avec famille et serviteurs », direction la campagne. « Le bruit court que le gouvernement va faire placer des barrières et des chevaux de frise sur la route pour

empêcher les gens de voyager. » « Le chagrin et la tristesse se lisent sur tous les visages. » On s'y croirait, non ?

Janvier 1665 : la peste a reparu en Hollande et s'approche de Londres. En moins d'une année, elle va y faire pas moins de 70 000 morts. Daniel Defoe, alors âgé de 5 ans, est épargné. Mais, un demi-siècle plus tard, alors qu'il a déjà écrit son « Robinson Crusoe », il apprend que la peste menace Londres de nouveau (elle est à Marseille). Alors il écrit cet ouvrage, très minutieusement documenté, pour instruire ses concitoyens.

Enfermer malades et bien portants d'une même maison, en marquer la porte d'une grande croix rouge et la surveiller jour et nuit pour que personne n'en sorte ? Non seulement les bien portants se retrouvent bientôt contaminés, mais les enfermés s'évadent par force ou par ruse. « De l'avis unanime, une méthode consistant à éloigner les bien portants des malades après la visite d'une maison eût été beaucoup plus sensée à bien des égards. » Le problème est que la peste, comme le coronavirus, peut avoir contaminé quelqu'un sans symptômes apparents... Déjà le même écueil du déstigmatisé.

Autre enseignement ? La peste adoucit les mœurs. Elle et toute autre pathologie « menaçant de mort » écarteraient l'« amertume de nos humeurs, feraient disparaître nos animosités mutuelles et nous feraient voir les choses d'un œil tout différent. »

Pour le coronavirus, nous n'allons pas tarder à le vérifier.

Jean-Luc Porquet

● Folio, 384 p., 8,50 €.

Le petit Dicoronavirus (tome 2)

LE CORONAVIRUS continue d'engendrer des expressions et des mots nouveaux qui tourment en boucle. Un vocabulaire martial, surprenant, inventif.

- « Héros ». Désuet hier encore, le mot revient en force. Tous les soignants sont désignés comme des « héros ». Mais pas qu'eux. Des tas de simples salariés se retrouvent subitement qualifiés ainsi : agriculteurs, pêcheurs, ouvriers, chauffeurs, transporteurs, caissières – bref, tous ceux qui continuent de faire tourner la machine. « Merci à tous les héros discrets » : à grands coups de pages de pub, Intermarché remercie ses salariés et ses partenaires, tandis qu'Auchan annonce une prime de 1 000 euros pour ses propres « héros ». L'héroïsme, c'a eu payé...
- « Chair à canon ». Certains héros se montrent mauvais coucheurs. Des artisans du bâtiment. Des livreurs Uber et Deliveroo. Des policiers chargés de faire respecter le confinement. Des soignants. Des milliers d'entre eux ne veulent plus travailler sans masque ni protection : « On nous prend pour de la chair à canon ! » Allons, allons...

- « Chloroquine ». On ne l'appelle plus que « la fameuse chloroquine ». Jamais on n'avait autant parlé d'une molécule. Etes-vous pour ou contre ?
- « SDF ». Espèce difficile à confiner.
- « Joggeur ». Espèce impossible à confiner.
- « 4 mai » (Retour à l'école le). Le ministre Blanquer se prenant pour Nostradamus.
- « Jeux olympiques ». Cérémonie sacrée, qu'aucun humain ne pensait voir reportée ni annulée. Sauf intervention divine.
- « Accidents domestiques ». Confinés, les Français bricolent, jardinent, empoignent leur vieille tronçonneuse, montent sur le toit, tombent, se coupent, se blessent, avalent du gel hydroalcoolique. Les accidents domestiques, pas plus de 20 000 par an normalement, grimpent en flèche. Or les médecins n'ont pas que ça à faire. L'accident domestique va en entendant.
- « Ecouvillon ». Long Coton-Tige qu'on vous enfonce dans le nez pour trouver le virus. Pas sûr qu'il y en ait assez. Après la pénurie de masques, la pénurie d'écouvillons ?

J.-L. P.



LA FIEVRE acheteuse provoquée par le virus a fait monter en température certains dirigeants de Carrefour Banque, filiale du géant de la distrib. Le 13 mars, au moment où les rayons alimentaires étaient pris d'assaut, un responsable de Carrefour Banque en Bourgogne adressait cet e-mail aux membres de ses agences : « Je compte sur chacun d'entre vous pour exploiter les résultats ce week-end, en effet les Hypermarchés seront pleins à craquer, et c'est l'occasion de sortir de nos bureaux pour leur offrir notre Carte Pass... » Comprendre : pour refourguer un crédit renouvelable aux clients. En conclusion du mail ? Une photo de Rambo avec sa mitraillette, surmontée d'un : « GOOOOONN. » Nouveau slogan pour Carrefour : « Avec les testés positifs, je positive ! »

ON S'ADAPTE



LA FRANÇAISE DES JEUX avait parfaitement réussi sa privatisation mais, selon « Le Figaro » (21/3), en ces temps de pandémie, « malgré l'ouverture des bureaux de tabac, la chance a aussi tourné à la FDJ ». Les Français sont confinés, et ils paient moins : la FDJ enregistre « une baisse des mises de 50 % ». Si ça continue, « l'exercice 2020 sera significativement affecté par le Covid-19 ». Mauvais signe, l'assemblée générale des actionnaires confinés de la Française des jeux, qui devait se tenir le 22 avril, a été reportée au 18 juin. Et, surtout, le paiement des dividendes (122 millions, au total) est renvoyé au 30 juin. Les actionnaires vont commencer à regretter d'avoir acheté des actions.

DE NOMBREUX Parisiens et habitants de la région parisienne qui se plaignaient du vacarme des grands travaux avaient au moins gagné ça, dans l'épidémie de coronavirus : « 80 à 90 % des chantiers à l'arrêt en Ile-de-France », titrait « Le Parisien » vendredi dernier (20/3).

Pour mettre fin à la « pagaille », le patron du BTP et le gouvernement ont commencé à négocier pour établir « des protocoles sanitaires précis ». Et, miracle ! Le dimanche (23/3), « Le Parisien » annonçait : « Les chantiers vont peut-être pouvoir reprendre. » A la grande joie des riverains.

Jérôme Canard

Le Canard enchaîné

1,20 € (TVA 2,10 %)
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaîné.fr
173, rue St-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîné.fr

SAS Les Éditions Maréchal-Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président : Michel GAILLARD.
Directeur général délégué et directeur de la publication : Nicolas BRIMO.
Principaux associés : Michel GAILLARD, André ESCARO, Nicolas BRIMO, Erik EMPTAZ et des salariés du journal.
Rédacteurs en chef : Erik EMPTAZ, Jean-François JULLIARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARECHAL.
Anciens directeurs : R. TRENO et André RIBAUD.

Composition : Publications-Elysées, Paris.
Impression : P.O.P., Paris - M.O.P., Vitrolles, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : Prestalls.

N° CPPAP : 0123 C 82612 - ISSN 0008-5405
Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.